

LE 13 FÉVRIER 2006

LA DÉBÂCLE DU FCT : CHARLIE ANGUS DEMANDE LA DÉMISSION DE BEV ODA

OTTAWA - « Le Fonds canadien de télévision est encore en crise, et cela découle directement du manque de leadership de la part de la ministre Bev Oda », a déclaré le critique du NPD en matière de patrimoine Charlie Angus (Timmins - Baie James) aujourd'hui. Il affirme que la promesse de la ministre de rédiger une lettre à l'intention des géants de la câblodistribution Shaw et Videotron est trop peu, trop tard. « Il faut qu'elle démissionne en tant que ministre », a affirmé le député Angus.

Le député Angus souligne que la ministre avait l'occasion d'exiger que Shaw et Videotron respectent leurs obligations lorsqu'elle a rencontré les responsables des deux compagnies il y a deux semaines. Toutefois, puisque la ministre Oda n'a rien fait, les entreprises de câblodistribution ont raffermi leur refus d'observer les conditions de leur licence. « Maintenant, c'est le CRTC qui dit aux compagnies qu'il faut payer. C'est quelque chose que Mme Oda aurait dû leur dire il y a des semaines », a lancé le député Angus.

Pendant la période des questions aujourd'hui, le député Angus a mis Mme Oda au défi d'expliquer son manque total de leadership.

« La crise du financement de la télévision est manifestement une attaque de la part de l'industrie, qui croit que la ministre est incapable ou peu disposée à défendre son dossier. Le rendement de cette ministre est minable pour tous les dossiers dont elle est responsable : les musées, les centres pour femmes, les langues autochtones et maintenant la télévision. »

Mme Oda a la réputation d'être une ministre dont les liens avec l'industrie l'empêchent de défendre les questions concernant la politique de la télévision dans ce pays.

« Nous n'avons jamais eu de ministre si attachée aux lobbyistes et à l'industrie. Si les responsables de l'industrie ont carte blanche pour réécrire les conditions de leur permis comme bon leur semble, ça sert à quoi d'avoir une ministre? »

Le député Angus maintient que la conférence de presse que Videotron et Quebecor ont tenue hier est l'exemple par excellence de l'effronterie croissante de ces géants de la câblodistribution. Quebecor a annoncé qu'il ne verserait plus de paiements au FCT et qu'il allouerait ces fonds à un processus de production interne qui est avantageux pour l'entreprise.

Selon le député Angus, la réponse de la ministre manque de conviction et ne suffirait pas pour relever le défi lancé par Videotron.

« La question est simple : qui est responsable de la politique gouvernementale? Videotron ou le gouvernement? »

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :
Gaby Senay, attachée de presse du NPD, 613-295-9228